

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - CCP N°PA-25069

**MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1, R.2123-1
2° ET R.2123-4 A R.2123-6 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

SERVICES

**PRESTATIONS DE SERVICE
COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS (5 LOTS)**

Pouvoir adjudicateur / acheteur :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »
(établissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette
44093 – NANTES CEDEX
SIRET : 26440013600471

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 : Mode de dévolution (allotissement)	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 : Documents contractuels.....	5
ARTICLE 5 : Durée DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6 : DESCRIPTION TECHNIQUES	6
<i>Lot 1 : Collecte et valorisation du papier de bureau avec ou sans mise à disposition de matériel</i>	<i>7</i>
<i>Lot 2- Collecte et valorisation de la ferraille avec rachat matière</i>	<i>8</i>
<i>Lot 3- Collecte et traitement des cendres des chaudières à bois du CH St Nazaire.....</i>	<i>9</i>
<i>Lot 4- Collecte du verre alimentaire avec ou sans mise à disposition des contenants</i>	<i>9</i>
<i>Lot 5 Assainissement –pompage dégrilleur.....</i>	<i>10</i>
ARTICLE 7 : Modalités D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	10
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION	11
8.1 Modalités de mise en œuvre : réunion de cadrage	11
8.2 Conditions et lieux d'exécution	11
8.3 Coordination des opérations	12
8.4 Mise en service et installation des matériels au démarrage du marché.....	12
8.5 Règles d'hygiène.....	12
8.6 Modalités de transport	12
8.7 Modalités de traitement.....	13
8.8 Garantie de traçabilité et justificatifs de l'élimination des déchets.....	13
8.9 Refus de prise en charge des déchets	13
8.10 Reprise des matériels en fin de marché ou en cas de fin de marché anticipée	14
8.11 Personnel d'intervention du titulaire	14
8.12 Continuité de service	14
8.13 Prestations exclues du marché.....	15
ARTICLE 9 : Obligations du Titulaire	15
9.1. Interlocuteur dédié	15
9.2 Confidentialité	15
9.3 Sécurité des personnes	15
9.4 Phase de transition du marché en cas de changement de titulaire	16
9.5 Reprise du personnel.....	16
ARTICLE 10 PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS.....	17
ARTICLE 11 : RELEVÉ D'ACTIVITÉ	17
ARTICLE 12 Prix	17
12.1 Prix de référence et prix de règlement.....	17
12.2 Forme des prix et modalités de révision	18
ARTICLE 13 : Modalités de règlement.....	18
13.1 Paiement	18
13.2 Présentation des demandes de paiement	19
13.3 Transmission des demandes de paiement	19
ARTICLE 14 : AVANCE.....	19
Article 15 : PENALITES	19
Article 16 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION	21
ARTICLE 17 : CLAUSE DE REEXAMEN	22
ARTICLE 18 : Responsabilités et assurance	22
ARTICLE 19 : DIFFERENDS ET Litiges	23
ARTICLE 20 : Dérogations au CCAG-FCS	23

Préambule

Le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après GHT 44 a été créé le 1er juillet 2016 dans le cadre de loi de modernisation du système de santé, en vue de coordonner les établissements publics de santé du territoire autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : le CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, le CH Saint-Nazaire, le CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), l'HI de la Presqu'île de Guérande), l'HI Sèvre et Loire (Vertou), l'HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN Blain, le CH Erdre et Loire (Ancenis), le CH Georges Daumézou (Bouguenais), le CH Savenay, l'Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), le CH Pierre Delaroche (Clisson) et le CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des Marchés et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : le GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), le GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), le GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et le GCS du Pays de Retz (Pornic).

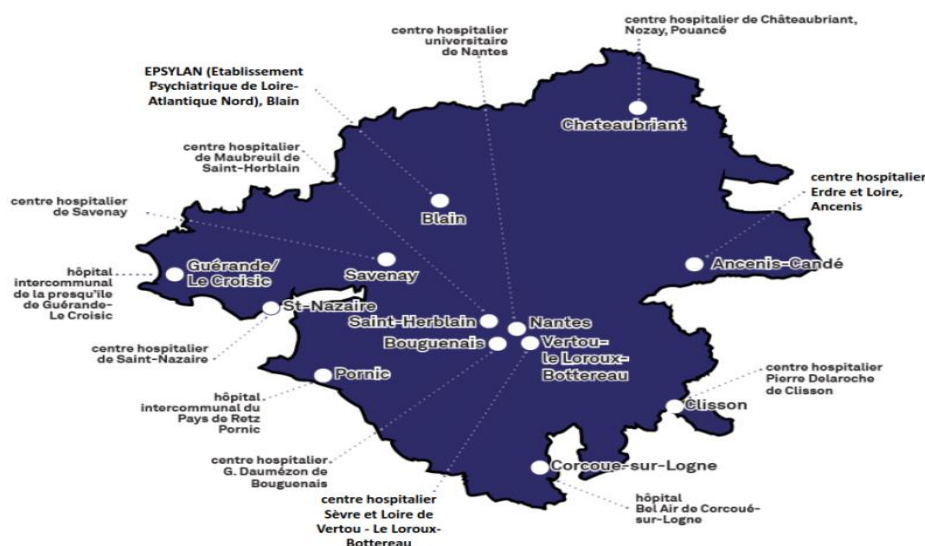
Répartition des compétences au sein du GHT :

En phase de passation du Marché, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation, la signature et la notification du Marché pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du Marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du Marché (prise en charge des modifications du Marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du Marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du Marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du Marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la collecte, le transport et le traitement des déchets, ainsi que la mise à disposition de contenants divers, pour les établissements du GHT 44.

Les établissements du GHT44 concernés par le présent Marché sont listés à l'article 2 du présent CCP. Ces établissements sont dénommés ci-dessous « établissements bénéficiaires ».

ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Les prestations, objet du présent CCP, font l'objet de 5 lots :

N° LOT	INTITULE	ETABLISSEMENT CONCERNE
1	Collecte et valorisation du papier de bureau avec/sans mise à disposition de contenants	CH Saint-Nazaire EPSYLAN-Blain CH Erdre et Loire
2	Collecte et valorisation de la ferraille	CHU Nantes CH St Nazaire EPSYLAN-Blain CH Erdre et Loire
3	Collecte et traitement des cendres des chaudières à bois	CH Saint-Nazaire
4	Collecte du verre alimentaire avec ou sans mise à disposition de contenant	CHU Nantes CH Sèvre et Loire CH Erdre et Loire EPSYLAN-Blain CH Saint Nazaire
5	Assainissement –pompage dégrilleur	CH Georges Daumézon

Chaque lot donne lieu à la passation d'un marché distinct.

Les dates d'entrée des établissements dans le marché objet du présent marché sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Etablissements	Lot(s)	Date d'entrée
CHU Nantes	2 et 4	01/02/2026
CH Saint-Nazaire (CHSN)	1,2,3 et 4	01/02/2026 pour les lots 1,2 et 3 26/11/2026 pour le lot 4
CH Sèvre et Loire	4	01/02/2026
EPSYLAN Blain,	1,2 et 4	01/02/2026
CH Erdre et Loire	1,2,4	01/02/2026
CH Georges Daumézon	5	01/02/2026

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Chaque lot est un accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique sans minimum et avec maximum en valeur. Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins par les établissements bénéficiaires.

Les montants maximums par lot pour l'ensemble de la durée du marché sont les suivants :

LOT	MONTANT MAXIMUM
1	20 000€
2	20 000€
3	10 000€
4	20 000€
5	30 000€

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ⇒ L'acte d'engagement et son annexe dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, :
 - Annexe financière
- ⇒ le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PA-25069) et son annexe :
 - Annexe « Recueil des informations Etablissements »
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ⇒ L'Offre technique du Titulaire comprenant :
 - Moyens humains et techniques dédiés à la prestation avec le descriptif de l'exutoire
 - La présentation des documents de reporting et traçabilité (tonnes de déchets, nombre de rotations, nombre de bacs collectés...).
 - Pour les lots 1, 2 et 5, la description des exigences et des conditions de refus ainsi que les modalités de calcul des frais de déclassement

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent Marché est conclu pour la période allant du 01/02/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'au 31/01/2028 (ci-après dénommée « période initiale du Marché »).

Il pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une période d'un an.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique

En cas de décision de ne pas reconduire le Marché, le CHU de Nantes notifiera sa décision au plus tard 3 mois avant l'échéance du Marché.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION TECHNIQUES

Dispositions communes à l'ensemble des lots :

- L'installation du matériel nécessaire à l'exécution des marchés sera à la charge des prestataires.
- Le titulaire fournira les documents administratifs concernant les autorisations de mise en centre de traitement.
- Les prestations incluent le respect de la réglementation notamment en matière de transport, de contenants et au recyclage ; Le titulaire devra impérativement adapter sa proposition en conformité avec la législation en vigueur, qu'elle soit locale, nationale ou européenne, notamment en ce qui concerne les filières spécifiques de traitement et de valorisation des déchets.
- Un plan de prévention des risques sera obligatoirement établi avec le titulaire lors de la mise au point du marché et chaque année ;
- La prestation inclut la reprise du matériel mis à disposition à l'échéance du marché ;
- En cas de rupture de la continuité de la prestation pour quelque motif que ce soit, il appartiendra au titulaire de proposer immédiatement un fonctionnement dégradé ou substitutif en concertation avec l'établissement concerné avant toute mise en œuvre. Le dispositif choisi devra être conforme à la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité.

Les établissements membres du GHT se réservent le droit de modifier les présents marchés en fonction des évolutions de volumes et/ou d'organisation de sa part (par clause de réexamen et/ou clause modificative).

Lot 1 : Collecte et valorisation du papier de bureau avec ou sans mise à disposition de matériel

Les sites concernés sont indiqués ci-dessous.

Etablissements	Matériel de collecte	Points regroupement des bacs	Fréquence de collecte	Eléments de quantité
CH Saint Nazaire	15 palox loués	1	A la demande 10 collectes par an	Environ 30 Tonnes
EPSYLAN site de l'Hôpital de Blain	Balles de papier broyées confettis sur palette europe	1	A la demande, 2 collectes par an	n/c
CH Erdre & Loire Site Ancenis	1 bennes louées 10 m3	1	A la demande	Environ 2.5 tonnes

➤ **Cas de Saint Nazaire**

Le titulaire met à disposition des bacs qui devront être compatibles avec le broyeur de papier utilisé par le CHSN pour détruire ses documents confidentiels : la hauteur d'un bac ne doit pas excéder 0,95m sauf à proposer une solution qui permettrait une gestion facile des déchets papiers issus du système de broyage.

Rachat matière :

La prestation comprendra aussi une valorisation avec rachat de la matière en fonction des poids collectés

Selon la mercuriale de la revue USINE archive couleur 2.06

Lot 2- Collecte et valorisation de la ferraille avec rachat matière

Etablissements	Matériel de collecte	Localisation des points de collecte	Fréquence de collecte
Nantes	1 Benne plate 15 m3 - propriété CHU 1 Benne plate type 15 m3 à Laennec louée	-Site Saint jacques -Site Laennec	Enlèvement sur demande environ 10 collectes /an, pour environ 20 Tonnes
EPSYLAN site de l'Hôpital de Blain	Collecte au grappin	-Site Hôpital de Blain	A la demande
CH Saint-Nazaire - Heinlex	Collecte au grappin	- Site Heinlex	A la demande
CH Erdre & Loire	1 bac roulant de 770 L	Site Ancenis	A la demande

La prestation comprendra la mise à disposition de bennes si besoin. Il sera demandé un chiffrage au vidage des bennes ou au vidage des box au moyen d'un grappin.

Dans le cas de la collecte au grappin, un complément de ramassage manuel sera effectué afin de laisser la zone entièrement vide de déchets.

Dans le cas du vidage des bennes, le délai de remise en place de la benne ne devra pas excéder 4 heures.

➤ Rachat matière :

Le rachat matière se fera selon la mercuriale de la revue USINE NOUVELLE

-Référence Q0623 E1-Ferraille de ramassage, région Bretagne.

Ou

-Référence Q0627-E40 ferrailles à broyer et platinages

Selon la qualité des gisements. A évaluer lors de la visite et à préciser dans l'offre.

La valeur de départ correspondra au mois de remise de l'offre, puis sera indexée selon le cours de l'indice.

➤ **Particularité du CHU Nantes pour les sites de Saint Jacques et Laennec**

Le CHU dispose d'une benne sur le site de Saint Jacques que le prestataire devra vider par rotation. En revanche sur le site de Laennec, la prestation comprendra la rotation et la fourniture d'une benne.

Lot 3- Collecte et traitement des cendres des chaudières à bois du CH St Nazaire

Etablissement concerné : CH Saint-Nazaire

Le CHSN souhaite valoriser au mieux ces déchets organiques. Le titulaire détaillera précisément dans son offre la solution qu'il préconise, sachant qu'en sortie d'unité de chauffage, les cendres sont collectées en sac big bag d'1m3, positionné sur palette si nécessaire.

La production des cendres s'effectue, selon aléas météorologiques, de janvier à avril et en novembre et décembre. Les big bag sont donc à collecter sur cette période.

Les Big bag ont une capacité d'environ 1m3, soit à peu près 1 T.

Données 2024 : environ 3 à 4 tonnes

Enlèvement effectué à l'unité sous un délai de 10 jours ouvrés maximum à partir de la commande.

Le prestataire fournit les big bag au centre hospitalier.

Lot 4- Collecte du verre alimentaire avec ou sans mise à disposition des contenants

La prestation comprend la collecte sur les différents établissements du GHT44 et la valorisation du verre alimentaire utilisé au niveau du processus de restauration, des restaurants du personnel.

Etablissements	Matériel de collecte	Localisation	Fréquence de collecte
CHU Nantes	3 bornes à verre propriété CHU	Laennec (1) Hôtel Dieu (1) Saint Jacques (1)	1 à 2 vidages /an sur chacun des sites
CH Sèvre & Loire	1 palox	Site Loroux Bottereau, site hospitalier (1)	A la demande
CH Erdre & Loire	1 borne à verre 1000 L	Site Ancenis	A la demande

CH Saint Nazaire	1 borne verre 5m3	Site Cité Sanitaire	1 à 2 vidage par an / 1 Tonne
EPSYLAN	1 Palox	1 point de collecte	A la demande

Le titulaire précisera dans le BPU poste collecte le nombre de contenants maximum collectés par passage.

Il décrira dans son offre la filière de traitement choisie.

Lot 5 Assainissement –pompage dégrilleur

Etablissement concerné : CH Georges Daumézon (Bouguenais)

La prestation comprend la collecte par pompage de déchets rejets de dégrilleur sur poste de relevage des eaux usées et l'acheminement en centre de collecte et traitement et l'exécution de toutes les opérations administratives relatives à ces prestations.

La prestation comprend également la mise à disposition de bacs pour les déchets.

Collecte à prévoir avant 8h ou après 10h

Etablissements	Matériel de collecte	Localisation	Fréquence de collecte
CH Georges Daumézon	2 bacs de 550l	CH Daumézon	2 fois par mois et complément à la demande

ARTICLE 7 : MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement bénéficiaire. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- la référence du marché concerné,
- le n° du bon de commande
- la désignation de la fourniture,
- la quantité à livrer,
- le lieu et la date de livraison
- le code Chorus Pro
- l'adresse de facturation
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement bénéficiaire pourront être honorés par le ou les Titulaires. En cas de non-respect des dispositions du

présent article, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de la période de référence de l'accord-cadre. Ces bons de commande sont établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexé au présent CCP et des délais.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION

8.1 Modalités de mise en œuvre : réunion de cadrage

Dès notification du marché, une réunion de cadrage organisée par chaque établissement membre du GHT44 permettra de valider l'organisation proposée par le prestataire. Un PV sera signé des deux parties et aura une valeur contractuelle.

8.2 Conditions et lieux d'exécution

Le titulaire est impérativement tenu de respecter scrupuleusement les conditions d'exécution des prestations prévues au présent marché. Il s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualité irréprochable en formant ses agents aux spécificités des circuits.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de la configuration des lieux et des contraintes au moyen des documents composant le DCE et des informations qui lui ont été délivrées et des observations qu'il aura pu faire lors de la visite des sites.

Le prestataire s'engage à assurer la collecte des déchets selon la fréquence définie et devra préciser dans son mémoire technique les moyens mobilisables de remplacement en cas de panne.

En cas de non-respect de collecte de bacs ou des horaires, des pénalités seront appliquées suivant les montants prévus au CCP.

Les fréquences de collecte seront précisées en début de marché dans un document établi lors de la réunion de cadrage entre chaque établissement bénéficiaire et le titulaire. Toutefois, elles seront modifiables au cours de l'exécution du marché.

Il n'y aura pas de prestation les jours fériés et les week-ends.

Les prestations seront à réaliser dans différents sites des établissements membres du GHT44.

Le présent marché public implique donc pour un même titulaire la réalisation de plusieurs interventions en simultané et qui peuvent être réparties sur différents sites d'un même établissement

Le titulaire décrira précisément dans son offre la méthode de traitement retenue, les coordonnées de l'exutoire.

Il devra être en possession des autorisations préfectorales nécessaires pour l'exercice de son activité de transport, courtage, négoce, traitement des déchets. Ces autorisations seront fournies avec les documents de l'appel d'offres.

S'il fait appel à un sous-traitant, et ce, à quelque étape de la chaîne d'élimination, il fournira les documents et autorisations des sous-traitants avec les documents de l'appel d'offres.

Il présentera chaque mois, aux établissements hospitaliers, en accompagnement de leur facture.

Le reporting de la production de déchets qu'il fournira en format excel,

Si l'établissement hospitalier possède plusieurs sites, le reporting sera établi par site.

Il décrira dans son mémoire technique les éléments de son reporting

8.3 Coordination des opérations

Chaque Centre Hospitalier désignera un professionnel hospitalier interlocuteur des prestataires du marché pour le suivi opérationnel de la bonne exécution des prestations, objet du présent marché.

L'interlocuteur hospitalier pourra être un appui décisionnaire pour aider en début de contrat à caler l'organisation requise mais n'aura pas pour mission d'encadrer ou commander le personnel du titulaire.

En aucun cas, il ne se substituera à l'encadrement du prestataire que ce soit en période normale ou de congés.

Chaque établissement rédigera un protocole de sécurité, chargement/déchargement pour les différents lots avec les titulaires retenus.

8.4 Mise en service et installation des matériels au démarrage du marche

La livraison, l'installation et la mise en service des différents matériels feront l'objet d'un accord avec l'interlocuteur hospitalier référent de chaque établissement qui en fixera la date et le lieu sur le site destinataire. La mise à disposition des différents matériels sera constatée par un bordereau signé des 2 parties indiquant entre autre :

- l'identification du fournisseur
- la date de dépôt
- le type et le nombre de contenants
- la localisation par sites
- les observations éventuelles (état des contenants, ...)

Le titulaire s'engage à assurer la formation des utilisateurs lors de la livraison des équipements.

Si besoin, il remettra à l'interlocuteur hospitalier, au moment de la livraison, une notice d'utilisation des matériels obligatoirement rédigée en français, destinée aux utilisateurs.

8.5 Règles d'hygiène

Pour l'ensemble des déchets, les contenants (compacteurs, bennes, geo box, bacs, caisses palettes....) sont enlevés par le prestataire dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité. Lors de l'enlèvement, si des déchets sont déversés sur le sol, le titulaire les récupère et nettoie l'emplacement conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

8.6 Modalités de transport

Le titulaire s'engage à effectuer le transport des déchets dans des véhicules respectant la réglementation en vigueur. Le titulaire utilise des véhicules propres et en bon état de fonctionnement. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de contrôler et signaler à tout moment au titulaire, tout dysfonctionnement avéré et inviter ce dernier à se conformer aux

différentes dispositions du présent marché et/ou dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le titulaire prendra toute précaution pour empêcher la chute de déchets sur les voies publiques. Le titulaire sera responsable et devra respecter la réglementation notamment en matière de transport vers les centres de traitement agréés.

8.7 Modalités de traitement

Le titulaire traite les déchets collectés, suivant la réglementation en vigueur, dans les installations et filières appropriées indiquées dans son offre. A cet effet, il communique le nom et les coordonnées du centre de traitement. Le titulaire fournit en outre une copie des autorisations concernant les installations chargées du traitement des déchets et signale au pouvoir adjudicateur tout changement d'installation ou toute modification des conditions de traitement.

D'une manière générale, le titulaire du marché se conformera en tous points à l'ensemble des règlements et normes relatifs aux opérations de collecte, transport, courtage, négoce et élimination finale des déchets.

En cas d'évolution de ces textes en cours de marché, il mettra en œuvre immédiatement les moyens matériels, techniques, logistiques, administratifs et humains pour se conformer aux évolutions réglementaires. Ces opérations n'influeront pas sur les coûts établis pour le marché.

8.8 Garantie de traçabilité et justificatifs de l'élimination des déchets

Le titulaire est garant de la traçabilité des flux qu'il traite ou fait traiter par des tiers. Le titulaire présente dans son offre les moyens mis en œuvre pour garantir cette traçabilité auprès du pouvoir adjudicateur (modèles de bons de suivi...). Le titulaire transmettra systématiquement les justificatifs de la bonne élimination des déchets chaque mois (ou à chaque élimination si supérieure à un mois).

8.9 Refus de prise en charge des déchets

Le titulaire listera dans son offre les déchets acceptés dans la filière concernée et les déchets refusés.

Le titulaire présentera de manière très précise dans son offre ce qui sera fait de la matière refusée et expliquera la méthode de calcul de déclassement permettant de facturer les frais de traitement éventuels qui devront être renseignés au niveau du bordereau de réponses et de prix.

Dans le cas contraire, le titulaire ne saura se prévaloir de surcoût.

La totalité du chargement devra être traitée. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un refus de matière si le déchet n'a pas été identifié comme « non-conforme » au moment de la remise des offres.

Si, au moment du déchargement, le titulaire constate la présence de déchets « non conformes », l'établissement producteur devra en être immédiatement informé afin de venir constater la non - conformité s'il le souhaite. Tout manquement à cette consigne ne pourra être suivi de facturation.

Si le motif de refus est imputable au titulaire, aucun frais ne sera engagé par les établissements membres du GHT pour le paiement des transports réalisés ni pour une nouvelle présentation des déchets au centre de traitement. Si le motif de refus est imputable aux établissements membres du GHT (problème de tri), ceux-ci seront redevables des frais de traitement, conformément aux éléments renseignés dans le bordereau de réponses et de prix.

8.10 Reprise des matériels en fin de marché ou en cas de fin de marché anticipée

Une réunion de planification entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire sera réalisée au minimum 2 mois avant la fin du marché afin de définir le calendrier de reprise des équipements afin de permettre une jonction sans discontinuité entre le marché actuel et le nouveau marché.

Les établissements du GHT s'engagent à restituer des équipements en bon état de fonctionnement. Les établissements du GHT prendront à leur charge les frais de remise en état des équipements dus à une utilisation anormale. La responsabilité des établissements du GHT ne saurait être engagée si le dysfonctionnement des équipements est dû à un mauvais entretien du titulaire.

En cas de fin anticipée du marché, le titulaire sera tenu de continuer la réalisation de la prestation jusqu'à la mise en place du nouveau marché afin de garantir au pouvoir adjudicateur la continuité de l'élimination de ses déchets.

8.11 Personnel d'intervention du titulaire

Il appartient au titulaire de maintenir un effectif approprié et suffisant de son personnel afin d'assurer les prestations définies dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et la totalité des moyens utilisés présentent toutes les garanties d'encadrement, de formation spécifique à la prestation, d'efficacité et de propreté.

Seules les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire seront autorisées à intervenir au titre du présent contrat.

Les établissements du GHT ne pourront être tenus pour responsables des dommages causés au titulaire par leurs déchets si le port de protections et le respect des consignes n'est pas respecté scrupuleusement.

Les personnels devront être parfaitement identifiables par le biais de leur tenue vestimentaire professionnelle marquée du logo de l'entreprise

Les personnels respecteront l'ensemble des règles édictées dans les protocoles de chargement et de déchargement et se référeront aux règles de conduite de chaque établissement.

Ils veilleront à respecter les règles relatives au bruit et à la quiétude des patients dans les établissements sanitaires et s'abstiendront notamment de faire tourner inutilement les moteurs des véhicules ou de l'utilisation inutile des avertisseurs sonores.

En cas de manquement grave dûment constaté par un établissement concerné, il pourra être demandé au titulaire le remplacement du personnel mis en cause.

8.12 Continuité de service

En cas de mouvement social des personnels du prestataire, des sous-traitants ou des sites d'élimination finale, risquant d'entraîner l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle des prestations assurées par le titulaire, celui-ci devra aviser le pouvoir adjudicateur du marché, de la nature de l'événement, de son point de départ, de sa durée estimée et de l'étendue du domaine affecté.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire se concerteront pour adapter provisoirement le marché à cette situation.

Le titulaire mettra en œuvre les moyens matériels, humains et logistiques pour assurer l'évacuation, le traitement et l'élimination des déchets.

Les coûts associés aux moyens matériels de tous types mis en œuvre à cette occasion, n'auront aucune conséquence financière sur le coût des prestations. Le titulaire appliquera les prix pratiqués contractuellement dans le cadre du marché. Les coûts de traitement des déchets seront également ceux annoncés dans le marché.

En cas d'inexécution partielle ou totale, jugée comme pouvant porter préjudice au bon fonctionnement des établissements de santé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser les prestations par un autre prestataire ou frais et risques du titulaire défaillant.

8.13 Prestations exclues du marché

Pour les prestations non comprises dans le présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le choix du fournisseur ou du prestataire. Le titulaire du marché renonce à tout droit de regard sur ces choix.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage être en possession de tous les agréments nécessaires à l'exercice de son activité en rapport avec les prestations objet du présent marché.

9.1. Interlocuteur dédié

Dès la notification du marché, le Titulaire indique le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée d'assurer l'exécution des prestations du présent marché. Ce responsable désigné par le Titulaire est **l'unique interlocuteur** des établissements concernés pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution, le Titulaire **en avise sans délai** l'établissement et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

Chaque établissement bénéficiaire nommera également un interlocuteur privilégié.

9.2 Confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

9.3 Sécurité des personnes

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier.

Les établissements du GHT 44 sont tenus de respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure telles que spécifiées par le décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, le titulaire de l'accord cadre dénommé « Entreprise Extérieure (1) » au sens du Code du Travail établira préalablement au commencement des prestations un « plan de prévention (1) » avec chaque établissement du GHT 44 dénommé « Entreprise utilisatrice (1) » au sens du Code du Travail et représenté par son « référent d'entreprise extérieure (1) ». Le titulaire « entreprise extérieure » devra se conformer aux exigences de sécurité de chaque établissement « entreprise utilisatrice » bénéficiaire des prestations. Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché. Cette remise devra s'opérer au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché ou 4 jours ouvrés avant le début d'une intervention prévoyant un plan de prévention spécifique.

9.4 Phase de transition du marché en cas de changement de titulaire

Au terme du marché, à la suite de la non-reconduction annuelle ou en cas de résiliation du marché et en cas de changement de prestataire, le Pouvoir Adjudicateur, en application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, pourra décider de la prolongation unilatérale du marché initial afin de permettre la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation ne pourra excéder, à compter du terme du marché initial, la durée de trois mois.

Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées. Les pénalités à l'article 15 pourront s'appliquer en cas de manquement avéré par le titulaire sortant.

9.5 Reprise du personnel

Il n'y a pas d'obligation de reprise de personnel dans le cadre du présent marché.

Six mois avant la fin du marché, objet du présent CCP ou dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, le titulaire devra indiquer si une obligation de reprise du personnel en application de l'article L.1224-1 du code du travail ou d'une convention collective s'impose pour le futur attributaire du marché.

En cas de réponse positive, il devra transmettre à minima les informations suivantes :

- Le coût de la masse salariale
- Le nombre d'équivalents temps pleins (ETP)
- La nature des contrats à reprendre
- Les avantages dont disposent les personnels
- L'expérience, l'ancienneté et la qualification du personnel

Les informations seront à transmettre par courrier à l'adresse suivante :

CHU de Nantes
A l'attention de la Direction des Achats

A défaut d'éléments transmis au plus tard 3 mois avant la fin du marché ou passé le délai de 15 jours, il sera acté qu'aucune obligation de reprise du personnel ne s'applique dans le cadre du futur contrat

ARTICLE 10 PROCEDURE DE CONTRÔLE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par le préposé responsable de l'établissement membre du GHT44 concerné. Si les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché public, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de respecter ses engagements.

ARTICLE 11 : RELEVÉ D'ACTIVITÉ

Au terme de chaque année civile, le Titulaire devra fournir un relevé des commandes réalisées par établissement bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ce relevé comportera minima les informations suivantes : n° de marché, établissement bénéficiaire, quantité par référence, montant facturé HT.

Ce reporting sera réalisé à partir d'un fichier Excel libre, il devra être transmis dans un délai de 15 jours calendaire après l'échéance annuelle du marché par courriel à : carole.legat@chu-nantes.fr

Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 16.2 du présent CCP.

ARTICLE 12 PRIX

12.1 Prix de référence et prix de règlement

Pour toutes les prestations, les prix de référence seront les prix unitaires et forfaitaires nets hors taxes fixés dans l'acte d'engagement du titulaire et son annexe (Annexe AE Bordereau de prix).

Les prix sont établis conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Les prix de règlement seront les prix nets Toutes Taxes Comprises, au taux de TVA en vigueur à la date de notification de l'admission des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations ou marchandises, au déploiement et replis des véhicules et installations du titulaire.

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage sans seuil minimum de commande, et comprennent tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, y compris ceux qui peuvent naître de l'ajournement ou du rejet des prestations, ceux-ci étant à la charge du Titulaire.

Les prix du bordereau sont appliqués aux prestations réellement exécutées.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

12.2 Forme des prix et modalités de revision

Les prix nets Hors Taxes seront fermes la première année d'exécution de l'accord cadre. Ils seront ensuite révisables annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre (1er Février de chaque année), sous condition d'en informer le pouvoir adjudicateur **au moins 3 mois** avant l'échéance.

Les **prix proposés pour les locations** des contenants (tous lots confondus) **seront fermes**.

Les **prix de collecte** seront révisables annuellement selon la formule suivante :

- **Pour les lots 1, 2, 4 et 5 :**

$P = P_0 \times 0,20 (0,80 \times \text{CPF } 38.11 / \text{CPF}_0 38.11)$

P= nouveau prix

P0= prix à la notification du marché

CPF 38.11- Indice INSEE n° 010764303 : Collecte des déchets non dangereux

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764303>

Les **prix de traitement** seront également révisables annuellement selon la formule suivante :

- **Pour le lot 3 :**

$P = P_0 \times 0,20 (0,80 \times \text{CPF } 38.21 / \text{CPF}_0 38.21)$

P= nouveau prix

P0= prix à la notification du marché

CPF 38.21- Indice INSEE n° 010764002 -: Traitement et élimination des déchets non dangereux

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764002>

En cas de contestation sur la proposition de révision du titulaire, notamment si le taux d'augmentation **est supérieur à 2 %**, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter la demande d'ajustement et de ne pas reconduire l'accord cadre. Il en informera le prestataire par écrit. Cette décision de non reconduction n'ouvrira en aucun cas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS

13.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies selon les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence au Marché, à la composante considérée ou au bon de commande s'il y a lieu,
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes),
- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

13.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie (cf. annexe « Recueil des informations Etablissements »).

ARTICLE 14 : AVANCE

Les conditions requises par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies dans le cadre de l'exécution du présent Marché, aucune avance ne sera accordée au Titulaire.

ARTICLE 15 : PENALITES

Tout contrôle sera tracé par un procès-verbal.

En cas de non réalisation ou non satisfaction des prestations, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, des pénalités pouvant être cumulables comme suit :

Les pénalités seront appliquées conformément au tableau ci-après, et déduite des situations mensuelles.

Le montant maximum des pénalités ne pourra en aucun cas dépasser 25 % du montant total du marché.

Retard dans la mise à disposition du matériel prévu sur site au démarrage du marché	<i>1000 € /jour de retard /équipement /site</i>
Personnel ayant une tenue non adaptée (dégradée, sale, non identifiée au nom de la société, ...)	<i>150 €HT par constat</i>
Pénalité pour retard de communication du reporting	<p>En cas de retard de communication du reporting annuel, pénalité suivante est appliquée :</p> <p>$P = 50 * N$</p> <p><u>Avec</u> :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ;</p> <p>50 : astreinte de 50€ par jour de retard ;</p> <p>N : nombre de jours de retard.</p>
Personnel en infraction par rapport à la législation en vigueur et aux procédures (utilisation d'engins sans formation, défaut d'EPI, absence de balisage, non respect des procédures de circulations au sein de l'établissement...)	<i>150 €HT par constat</i>
Manquement constaté à une obligation fixée dans le C.C.P.	<i>150 €HT/jour</i>
Prestations ne respectant pas le planning arrêté (jour de collecte ou tranche horaire)	<i>150 €HT / écart au planning</i>
Prestations ne respectant pas le délai d'immobilisation de l'équipement décrit dans le CCTP	<i>150 €HT /heure de retard (toute heure commencée est dûe)</i>

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités peuvent être déduite des situations mensuelles du titulaire tout au long du marché.

ARTICLE 16 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET RESILIATION

- Exécution aux frais et risques

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire: - soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions du marché ou aux ordres de service,

ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Dans ce cas, sous réserve qu'elles soient entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. A l'expiration de ce délai, le marché est résilié ; - soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

- Résiliation pour faute

En cas de non respect des clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-FCS. La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

- Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour motif d'intérêt général en application des dispositions de l'article 29 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 17 : CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du Titulaire du Marché, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du Marché.

ARTICLE 18 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE

Le Titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes – agents des établissements parties au contrat, usagers, visiteurs – et les biens à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent Contrat, qu'il soit causé par ses agents ou représentants. Le Titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance.

ARTICLE 19 : DIFFERENDS ET LITIGES

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4.2.1 (pièces contractuelles)
Article 15	Article 14 (Pénalités)
Article 16	Article 42 (Résiliation pour motif d'intérêt général)